

LE BILAN...

«Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité de nombre à laquelle nous préférons, nous, anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante, je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien».

Fernand PELLOUTIER

Le 6 janvier 2003. la C.G.T.F.O., la C.G.T., la C.F.D.T., la C F T C. et la C G C.: *«Ont décidé de présenter leurs propositions communes pour consolider (sic) les systèmes de retraites des salariés des secteurs public et privé», et, «Pour cela, les organisations syndicales affirment la nécessité d'une réforme»*

On notera qu'il s'agit bien des *«systèmes de retraites des salariés des secteurs public et privé»* or, dans ce document, aucune référence aux 37,5 ans auxquels, à juste titre, les salariés du public demeurent attachés. La position commune des signataires affirment également vouloir obtenir: *«Un droit de départ à taux plein, avant 60 ans, dès 40 ans de cotisations, pour les salariés ayant, aujourd'hui, commencé à travailler très tôt».*

La lutte des classes, donc la politique, est chose sérieuse qui mérite d'être traitée en dehors de tout charlatanisme.

Peut-on considérer que les *«manifs»* et autres défilés, plus ou moins carnavalesques, organisées en commun par les signataires à dater du samedi 1er février 2003 répondent à cette exigence? De toute évidence, la réponse est NON!

Peut-on prétendre que *«l'unité»* de toutes les organisations (et non celle des travailleurs eux-mêmes) soit facteur de progrès?... Aujourd'hui, comme hier, la réponse est: NON!

De ce point de vue, il faut bien nous rendre à la raison: tous ces défilés organisés conjointement avec les autorités et plus ou moins discrètement encadrés par la police, n'ont qu'un lointain rapport avec la défense des intérêts (si ce n'est ceux du grand capital) des différentes couches de la population. Ils n'obéissent finalement qu'à un seul objectif: faire accepter (tout en contestant!!!) la destruction de tous nos acquis sociaux obtenus de haute lutte dans le cadre des *«vieilles nations européennes»*, car telle est l'exigence des dirigeants du nouvel empire européen.

La manifestation *«unitaire»* du 13 mai 2003 offre un exemple, tout à fait significatif, de la division du travail entre responsables *«syndicaux»* qui, par ailleurs, se retrouvent tous, fraternellement unis, au siège de la C.E.S. à Bruxelles... Le 13 mai, tout le monde défile. Le 15 mai, C.F.D.T et C.G.C. acceptent, sans vergogne, la remise en cause du montant des retraites, voulue et décidée par Bruxelles et mise en œuvre par FILLON, le subsidiaire. C.G.T. et C.G.T.F.O. se défilent et la télévision, qui a remplacé avantageusement la *«T.S.F.»* et les *«actualités cinématographiques»* de feu le Docteur GOEBELS, nous montre leurs chaises vides et... donne largement la parole à Bernard THIBAUD, dont on ne saurait dire que ses propos dénotent une volonté farouche d'en découdre.

Il est vrai que quelques jours plus tard, le même Bernard THIBAUD se faisait acclamer par le Congrès du Parti dit *«socialiste»* à l'origine (avec la C.F.D.T.) du saccage de notre système de protection sociale, ce que le 2 juin, François Chérèque, à juste titre, ne manque pas de souligner en déclarant que la *«réforme»* des retraites de l'actuel gouvernement correspondait *«pratiquement à 100% des propositions du parti socialiste en 2001».*

La messe est dite! C'est pourquoi, on est en droit de s'interroger sur la signification des appels litaniques du style: «*dirigeants des organisations ouvrières (?) appelez à la grève générale*», alors que chacun sait que la «*grève générale*», à aucun moment, et dans aucun pays, n'a été décrétée par qui que ce soit, si ce n'est par les travailleurs eux-mêmes.

On peut cependant être assuré, qu'en dépit des efforts de la propagande impériale pour nous convaincre du contraire, les dures réalités, non seulement demeurent, mais vont s'aggraver! A un moment ou à un autre, le mécontentement populaire s'exprimera et ce, en dehors et en dépit des efforts des forces de l'ordre conjugués qui s'efforcent de le dévoyer vers des impasses. C'est à ce moment là, lorsque le vent de la révolte soufflera en tempête, que les démocrates, c'est-à-dire les révolutionnaires, les vrais, doivent se préparer.

En attendant, il nous faut bien constater que nous vivons de bien étranges moments. Un camarade a prétendu que nous serions condamnés à «*l'unité*»... Si tel était le cas, nous serions effectivement condamnés... à une peine infamante!

Alexandre HÉBERT.
